



GRAND DEBAT NATIONAL

Réunion du 11 mars 2019 – Mairie de Saint-Ouen l'Aumône

Le présent compte-rendu reprend, dans l'ordre où elles ont été prononcées et sans en changer le sens, les interventions des participants au débat du 11 mars 2019 qui s'est tenu à l'Hôtel de Ville de Saint-Ouen l'Aumône.

En préambule de la réunion publique, le maire rappelle les différents éléments de communication mis à disposition par la Ville pour l'organisation du Grand Débat. Saint-Ouen l'Aumône a choisi d'organiser deux réunions publiques, une qui a eu lieu le 21 février dernier, l'autre le 11 mars en Mairie.

Le Maire indique que le débat est enregistré afin de pouvoir rédiger un compte-rendu où figureront les différentes propositions faites par les intervenants. Ce dernier, une fois rédigé par les services, sera transmis aux services de l'Etat, mis en ligne sur le site internet de la Ville et mis à disposition à l'accueil de la mairie.

Il rappelle qu'il a été choisi, pour le déroulé de la séance, d'organiser les échanges autour des quatre thématiques, tout en laissant la possibilité à ceux qui le désirent d'introduire un autre sujet. Au cours de la séance du 21 février 2019, les trois premières thématiques ont été abordées, il propose donc d'orienter le débat sur la dernière.

Enfin, il indique que les cahiers de doléances mis à disposition dans le hall de la Mairie ont été transmis à la Préfecture à la demande de l'Etat. Cependant, il n'est pas exclu, si des intervenants veulent encore transmettre des éléments, que la Ville se charge de les envoyer à la Préfecture jusqu'au 15 mars.

Il passe la parole au public.

Démocratie et citoyenneté :

- Il est étonnant que peu de personnes assistent au Conseil municipal de la commune. Il faut que les gens s'investissent un peu plus dans la vie et la gestion de leur ville, et même dans les échelons supérieurs. C'est dans cette optique que les gilets jaunes demandent le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC). L'abstention étant très importante à chaque élection, la population ne se sent plus représentée par les élus. Le Gouvernement doit reconnaître le vote blanc et le compter comme une voix d'opposition propre. En Belgique, le vote est obligatoire sous peine de recevoir une amende. Il faut intégrer ce dispositif en France. Nous avons des droits et des devoirs.
- La citoyenneté est un vaste sujet qui intègre la notion de démocratie. Sommes-nous toujours des citoyens ? L'abstention est importante dans tous les pays de l'Union européenne et pas qu'en France en raison d'une dualité entre les notions d'Etat et de Nation. Il faut reconnaître la citoyenneté à sa juste valeur pour pouvoir parler de démocratie. L'Etat doit prendre ce fait en compte au plus haut niveau. La citoyenneté doit irriguer l'ensemble des niveaux territoriaux français. Les rapports avec l'administration doivent être moins bureaucratisés, le

fonctionnement des institutions est trop lourd, provoquant un décalage entre l'Etat et la Nation.

- Il y a un problème de financement des partis politiques et notamment des petits partis. Il serait plus juste lors de la déclaration d'impôt d'avoir une case à cocher pour pouvoir attribuer une partie de notre impôt à un parti politique de son choix. Cela permettrait d'éviter que ces derniers ne fassent appel à des fonds privés et créent des inégalités entre eux. Enfin, un financement anonyme éviterait le retour d'ascenseur et le clientélisme.
- On parle beaucoup de décentralisation aujourd'hui. Elle crée malheureusement des potentats locaux sans contre-pouvoirs impliquant des excès. La cour des comptes exerce un contrôle mais les élus doivent être mieux surveillés même s'ils s'estiment intouchables en raison de leurs mandats locaux.
- Sur le financement des partis, il faut un budget identique pour tous avec une enveloppe excluant le financement des médias, des entreprises et que les prêts ne puissent être contractés qu'auprès de banques françaises. Il s'agit d'un gage de démocratie. Sur le RIC, il doit pouvoir porter sur tous les sujets et être révocatoire.
- Au niveau du vote blanc et de l'abstention. Il faut préciser que les abstentionnistes vont voter mais ne sont d'accord avec personne. Le vote blanc doit être mieux pris en compte. Les partis politiques doivent tous avoir une enveloppe prédéfinie avec un budget maximal impliquant une égalité. On constate en effet, de grosses disparités.
- Il y a quelques années le vote blanc existait. Pourquoi a t'il été supprimé ?
- Quel serait l'effet concret de la mise en place du comptage du vote blanc sur les élections ?
- Le vote blanc existe depuis longtemps mais il n'a jamais été comptabilisé séparément des bulletins nuls. Maintenant, il est comptabilisé à part mais n'est pas pris comme vote déclaré ou exprimé. il ne sert donc à rien. Si on lui donne un effet et qu'il dépasse les 50 %, la conséquence qui devrait en découler serait de devoir annuler l'élection. Cela pose un problème sur lequel il faut travailler.
- Si le vote blanc est comptabilisé et dépasse les 50 %, il faut refaire une votation en changeant les candidats.
- Refaire une votation implique de refinancer une campagne électorale.
- Cette question montre une confusion entre deux choses : l'expression légitime du citoyen par le vote blanc et le poids décisionnel de ce dernier sur une élection. Le vote blanc n'est pas reconnu car il n'est pas une décision. On ne décide pas blanc. Quand on vote blanc, on dit qu'on ne veut pas décider pour tel ou tel candidat. Le vote blanc c'est se retirer du choix. Les votes blancs et nuls sont différents du point de vue de l'électeur mais au niveau du résultat concret c'est la même chose. On se retire d'un processus de décision. On confond le vote comme expression et le vote comme décision. Si on parle d'un vote décisionnel, on ne peut pas prendre en compte le vote blanc.
- Ne pas compter le vote blanc implique que si on n'est d'accord avec personne, il faut choisir entre des personnes qu'on ne veut pas. Ce choix par défaut n'est pas satisfaisant.
- C'est flagrant depuis 2002, on se retrouve souvent au second tour à voter en opposition à une personne plutôt que pour les idées de l'autre. On fait un choix par défaut et c'est donc normal que le système ne fonctionne pas. Le Président actuel considère que le peuple a validé son

programme mais en réalité il n'est pas représentatif. Une partie du mouvement des gilets jaunes pour la démocratie directe vient de ce constat.

- A propos de la démocratie et du partage du pouvoir, un document est conseillé : le pacte social et écologique qui contient 66 propositions élaborées par 19 associations de la société civile. Il est notamment proposé d'inclure des citoyens tirés au sort dans le conseil économique, social et environnemental national et dans les comités régionaux qui ne doivent pas disparaître.
- Les bulletins blancs étaient auparavant distribués aux électeurs avec les bulletins des candidats. Aujourd'hui, si le bulletin blanc est plié ou n'est pas au bon format, il passe en bulletin nul. Il faut donc que des bulletins blancs soient de nouveau distribués lors des élections.
- Les bulletins blancs doivent être distribués car lorsque l'on va voter, on sait déjà quel sera le choix opéré ; les avoir retirés en pensant que cela incitait les gens à voter blanc est une erreur.
- Il est précisé que lors du décompte des voix, un vote blanc est blanc. Il ne compte en nul que si il est découpé, avec signes distinctifs, etc... Si c'est un carré blanc, il est compté comme blanc.
- Si les bulletins blancs sont comptés, on se retrouvera dans la situation où les votants des autres nombreux candidats, autres que les finalistes, vont voter blanc pour faire annuler l'élection. Aucun candidat n'atteindra jamais 50 % mathématiquement. Il est plus intéressant de passer à un système de vote de valeur en classant les candidats qui se présentent du premier au moins désiré. Celui qui l'emporte est celui qui fait le plus consensus. On passe d'une logique d'élimination à une logique de choix. Aujourd'hui, on vote pour le moins pire.
- Le vote de valeur pourrait s'apparenter au système de vote dans les petites municipalités.
- L'abstention résulte d'une désaffection de la chose publique qui va plus loin que la seule question du vote blanc. On ne crée pas un mouvement dynamique contre la défiance des élus. Si on comptabilise le vote blanc, cela implique que la légitimité de l'élu sera toujours écornée dans toutes les élections. Il faut redonner confiance aux citoyens. Il faut mettre en place un compte-rendu de mandat. La vie démocratique locale doit être plus dynamique avec un dialogue réel.
- Le vote est un droit, une liberté individuelle, et non une obligation. Imposer une fois de plus une obligation dans ce sens ne correspond pas à la pensée républicaine. Il est plus important de respecter les libertés individuelles. Si les gens se plaignent qu'ils se manifestent. Il existe déjà des instances participatives.
- Le vote blanc n'est pas la vraie question. L'abstention est importante en raison de la désaffection des politiques surtout chez les jeunes. Beaucoup partagent l'impression d'un manque de probité, d'un manque de transparence et d'une opacité dans les rémunérations. Les gens ne se reconnaissent plus dans les personnes politiques. Il faut plus de transparence et effectuer une mise à plat dans les salaires des élus et des hauts fonctionnaires.
- Le vote blanc ne sert pas à grand-chose puisqu'il indique qu'on ne veut pas choisir. Tant qu'il n'y aura pas une obligation de vote, le vote blanc restera inutile. Si on cumule la prise en compte du vote blanc avec l'obligation de vote, on aura le vrai résultat d'une élection. Aujourd'hui, c'est une mesure qui n'est pas utile. On a la chance de vivre en démocratie et la chance de pouvoir voter. Même si on choisit entre la peste et le choléra, on a la chance de pouvoir choisir. Cela fait des années que les présidents sont élus à la faible majorité si l'on compte tous ceux qui devraient voter. Voter est un droit à utiliser.

- Interrogation sur le devenir de notre démocratie au vue des taux d'abstention et de leur augmentation. Par exemple, pour les élections européennes et les législatives, les taux d'abstentions sont très élevés car les gens ne s'y retrouvent pas. Nos députés étant élus par moins d'un électeur sur deux, ils sont non-représentatifs. Une des raisons à cette abstention, c'est que nos élus à l'exception des maires sont décrédibilisés. On a le sentiment que l'argent public n'a pas de valeur en raison des dérives dans les actes de certains élus. A cela s'ajoute un manque de transparence et des rémunérations occultes. Il y a un souci de comportement des élus, des dépenses non justifiées, des projets inutiles. Ils sont loin des réalités avec leur rémunération. Sentiment d'une caste omnipotente. Ils votent des lois qui les concernent malgré le flagrant problème de conflits d'intérêts. On ne connaît pas vraiment les missions des députés et des sénateurs. L'absentéisme important des députés nationaux et européens et des sénateurs les décrédibilisent. Les élus sont trop dans une logique comptable qu'humaine avec des justifications peu convaincantes (exemple : ADP est vendu car c'est une entreprise performante au motif qu'il vaut mieux la vendre maintenant que quand elle ne marchera plus). Malheureusement, beaucoup d'élus veulent bien faire mais sont mis dans le même sac que les autres. Il faut passer à une transparence réelle à la suédoise (définition de fonction, réduction du nombre d'élus...). Mise en place de contre-pouvoirs. Si une question concerne les élus, la législation votée doit être contrôlée par une instance neutre. Sur les grands projets, il faut passer par le RIC ou une sollicitation des citoyens pour les expliquer. Les élus doivent être exemplaires.
- Mise en place du quorum pour les élections. Si le nombre de votants n'est pas assez élevé, les élections doivent être annulées. Il faut organiser une grande opération mains-propres dans la politique, freiner les allers-retours publics-privés et vérifier que les hommes politiques ne participent pas à des lois portant sur des entreprises où ils ont travaillé.
- Il faut revenir sur la Constitution qui n'est plus adaptée, notamment sur le quinquennat et l'alignement des calendriers électoraux des législatives et des présidentielles. Cela empêche de vraies élections législatives qui permettraient d'avoir une riche opposition.
- Il n'y a pas assez de transparence, on ne sait pas où va l'argent public. Il faut des comptes rendus de mandats obligatoires pour redonner envie de voter. Les Elus font partie d'une élite et n'ont pas le même rapport à l'argent (exemple de la baisse des APL). Il faut permettre aux citoyens de donner leur avis (RIC) et instaurer des élections de mi-mandat comme aux Etats-Unis.
- Comment améliorer la façon dont le peuple peut participer au débat public ? Il faut instaurer la proportionnelle au niveau national pour les élections législatives et au niveau local, associer des citoyens tirés au sort dès la conception d'un projet, pour inciter les habitants à participer à l'élaboration de tout projet d'envergure.
- Si l'on veut plus de démocratie, il faut donner plus de pouvoir au législatif qu'à l'exécutif. Aujourd'hui, les députés sont juste des suiveurs du Gouvernement. Il faut cependant reconnaître que la transparence a quand même bien évolué depuis 40 ans.
- Au niveau local, il faut inciter les citoyens à se constituer en assemblées citoyennes pour travailler sur des projets communaux. La commune doit mettre à disposition les documents correspondants. Si le projet est validé par l'assemblée, il est proposé aux administrés par vote. Le conseil municipal le valide ou non et le met en place. Il faut un lieu d'échange et une réappropriation par les habitants de la chose publique.

- Les Mandats municipaux doivent être limités à deux pour éviter que les mêmes représentants restent pendant 25 ans et changent de partis politiques au grès des alternances. Les assemblées citoyennes sont une solution pour que les citoyens se réapproprient leur vie et y participent.
- Il faut un casier vierge pour se présenter à une élection.
- Le droit de vote est extrêmement important. Il ne faut pas oublier que des gens sont morts pour que nous l'obtenions. Il paraît donc normal qu'il soit utilisé par les citoyens qui ne doivent pas l'oublier.
- Le XXème siècle aura permis de connaître trois républiques. Il ne faut pas oublier le poids de l'histoire. Les électeurs ont les élus qu'ils méritent. Ils peuvent se mobiliser et participer sans attendre. La participation existe déjà dans des commissions... La démocratie se mérite, avec des droits et des devoirs.
- Il faut multiplier les lieux de débats pour favoriser les échanges et ne pas être toujours dans l'attente des politiques.
- Il faut une meilleure utilisation des outils numériques pour les débats et les échanges. L'Etat doit mettre en place des sites sécurisés et spécialisés, comme « France Connect ». Il manque un moyen officiel de communiquer, géré par l'Etat, un forum d'expression permanent.
- Sur l'information des citoyens, ce n'est pas toujours facile de s'informer. Il faut de vraies informations pour débattre de manière intelligente. Il faut des experts qui ne soient pas des lobbyistes. Il faut des infos objectives et contradictoires.
- On parle beaucoup des problèmes de la démocratie représentative et des solutions que pourrait apporter la démocratie participative. Cependant, il y a problème d'inégalité d'éducation en France. Cela se traduit dans des inégalités d'accès à la démocratie. On a tous une responsabilité d'aller au contact des exclus, de ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'exprimer. Il faut faire émerger une participation citoyenne différenciée selon les cercles ; c'est la meilleure manière d'accentuer la vitalité de la démocratie.
- L'expérience des gilets jaunes traduit un renouveau de la solidarité et du travail politique avec la mise en place de réunions participatives. Il faut élargir ce mouvement au-delà des gilets jaunes pour que la solidarité le dépasse. Il y a un vrai problème de communication entre le Président et son Gouvernement vis-à-vis du peuple.
- On a des devoirs, ils doivent être mis à l'honneur. Tout le monde doit avoir les mêmes droits et être traité de manière égalitaire. Les personnes âgées quant à elles sont oubliées. Les mauvais traitements dans les EHPAD sont nombreux. L'humanité doit être remise au centre de la société. La France est fondée sur l'égalité mais dans la réalité les personnes âgées et celles qui sont porteuses d'un handicap ne sont pas considérées.

Transition écologique

- Il y a 10 ans les gens étaient incités à acheter des véhicules roulant au Diesel et aujourd'hui ils sont pénalisés. Comment on fait ? C'est injuste de punir ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture moins polluante et de ne pas taxer les bateaux et les avions. Les gens qui n'ont pas les moyens ne peuvent pas rentrer dans Paris avec leur voiture, c'est injuste, alors que dans le même temps les avions qui décollent ne sont pas taxés.

- Insuffisance de pistes cyclables dans les zones non-touristiques comme les parcs d'activités. C'est dommageable et dangereux. Il manque également des véhicules en libre-service pour ceux qui ne veulent pas investir dans des voitures.
- Il faut privilégier les circuits courts, taxer les produits lointains et les intermédiaires pour subventionner des actions comme l'amélioration de l'habitat. Il faut avoir le courage de faire face aux lobbys industriels ou pharmaceutiques.
- Le Président a dit qu'il n'était pas possible d'aller plus vite dans la transition du fait de l'économie et de l'emploi mais qu'il sait que des entreprises n'intègrent pas dans leur prix de revient le coût de l'empreinte écologique. Il faut le faire en raison de leur impact sur la biodiversité. Que faut-il perdre pour que le monde économique devienne vertueux ? Malheureusement, le risque de pertes de marge et de rupture de rentabilité qui fondent le système économique ne manquera pas de le faire réagir. L'emploi sera le vecteur d'ajustement. Il faut aller plus vite pour rompre avec cette culture du capitalisme et de l'argent.
- L'Etat doit montrer l'exemple dans l'écologie avec l'installation de panneaux solaires et la récupération de l'eau de pluie pour ses bâtiments publics.
- L'isolation des logements coûte chère. On a besoin d'un crédit pour avancer les travaux en raison de revenus ou d'une retraite trop faible pour les financer. Il faut améliorer les aides d'isolation thermique. L'impact carbone des énergies est à prendre en compte. Installer des éoliennes partout ne semble pas la solution la moins polluante vu où elles sont fabriquées. Il faut multiplier les formes de production d'électricité (hydraulique etc...). Il faut une transparence sur le nucléaire et que les citoyens aient leur mot à dire sur le sujet. Le problème de l'enfouissement des déchets doit être abordé. Il faut que tout le monde consomme moins et mieux.
- Il est difficile et coûteux d'économiser de l'énergie.
- Que faut-il modifier pour progresser sur l'écologie ? L'habitat, les habitudes de construction, la mobilité, l'environnement agricole, l'agroalimentaire (circuit court). En Ile de France, avec 12 millions d'habitants, on a que 4 jours de suffisance alimentaire si on arrête les circuits longs. L'Etat doit favoriser les actions au niveau local par une meilleure politique économique et écologique. Le nucléaire est certes une énergie sans pollution carbone mais son démantèlement pose problème. Il faut faire pression sur l'Etat pour que cela devienne une priorité et éduquer les gens.
- Si on s'attaquait à la fraude et l'évasion fiscale, on pourrait payer les intérêts de la dette de l'Etat pour qu'il finance les actions écologiques.
- Sur le Diesel, il y a problème de lobby et de recette de l'Etat sur le sujet (TVA et taxe sur les carburants fossiles). Sur le changement climatique, il s'agit plus d'un problème de volonté que de technologie.
- Au niveau local, les parkings près des gares sont payants et les contrevenants verbalisés par la police, alors que les gens qui se garent dessus participent à la baisse des émissions de CO2 en prenant les transports en commun. Les villes doivent encourager les gens à poser leur voiture.
- Concernant la transition écologique et sociale, il faut insister sur le social et sur la place de l'agriculture dans ce dossier. Il y a 10 Milliards d'euros consacrés au soutien des énergies renouvelables comme le photovoltaïque. L'énergie solaire est utilisée dans l'agriculture mais le coût d'utilisation n'est pas répercuté sur les prix. La synthèse chlorophyllienne réduit

massivement le volume des gaz à effets de serres. En effet, On peut évaluer avec une biomasse moyenne de 15T à l'hectare, un crédit carbone de 1 milliard d'euros (déduire les pollutions de l'agriculture). Ce crédit de l'agriculture sur la collectivité n'est pas crédité. Que fait-on de ce 1 milliards ? Il faut rapatrier ce crédit sur la transition de l'agriculture. Des modulations de la part des aides de l'Union européenne (UE) par le biais de la Politique Agricole Commune sont possibles pour favoriser la transition.

- La France ne respecte pas l'Accord de Paris signé en 2015. On devait baisser les gaz à effet de serre mais ils augmentent. Un « pacte-finance climat » propose un financement de cet objectif par la banque européenne. En France, il manque 55 à 80 milliards d'euros par an pour financer la transition. Les pays de l'UE doivent s'entendre. Concernant cette « affaire du siècle », plus de 2 millions de personnes ont signé ce pacte pour porter plainte contre l'Etat français pour le respect de ses engagements. La transition est un démultiplicateur des inégalités.